



## Accélérer la mise en œuvre de la "Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique 2024 (STISA-2024)"



# ACCELERER LA MISE EN ŒUVRE DE LA "STRATEGIE POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION EN AFRIQUE 2024 (STISA- 2024)"

Appel à Candidatures

## L'Annonce en Bref

- Genre** : Cours à court-terme
- Domaine** : Science, technologie et innovation
- Début du Cours** : 21 Avril 2021
- Durée** : 5 Semaines
- Langue** : Anglais - Français
- Location** : Course en Ligne
- Frais** : Prise en charge par la CEA
- Date Limite de dépôt des candidatures** : 05 Avril 2021
- Public Cible** : Technocrates spécialisés en STI
- Site Web** : <http://services.unidep.org/e-idep/>
- Candidatures** : <https://www.unidep.org/?apply>

## CONTEXTE

---

Il est évident que la science, la technologie et l'innovation (STI) sont les principaux moteurs du changement économique, de la transformation sociale et de la durabilité environnementale. En effet, les rôles des STI dans le développement durable ne sont pas contestés. Il existe aujourd'hui un nombre relativement important de publications universitaires et de rapports politiques sur la manière dont les STI contribuent à la réalisation du développement durable et sur les moyens de les orienter vers la durabilité. À divers niveaux institutionnels et de gouvernance, des efforts importants sont déployés pour exploiter le potentiel (ou les avantages) de la STI en matière de développement durable et pour minimiser les risques associés à l'introduction et au déploiement de technologies, notamment nouvelles.

Les pays africains ont mis en place un large éventail d'initiatives nationales, régionales et continentales pour promouvoir et gouverner la STI en vue du développement durable. Nombre de ces initiatives sont bien documentées dans des rapports tels que l'AAS (2018) et l'UNECA et al (2016). Au niveau national, de nombreux pays africains ont formulé et adopté des cadres politiques pour la STI et certains ont créé des agences dédiées au financement des projets et programmes de STI. D'ici 2020, au moins 25 pays africains disposent de cadres politiques nationaux en matière de STI, et plusieurs (dont la Namibie, l'Ouganda et le Swaziland) sont en train de revoir et de réviser leurs anciens cadres. Dans la plupart des pays, il existe des commissions parlementaires de portefeuille pour la STI qui doivent veiller à ce que les budgets annuels de dépenses nationales comportent des allocations pour la STI en général et la R&D en particulier. Ces commissions sont également chargées de superviser la mise en œuvre des cadres politiques nationaux en matière de STI.

Les communautés économiques régionales (CERs) ont des protocoles et des programmes STI, et certaines comme la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont des agences ou des bureaux dédiés aux questions ou aux problèmes liés aux STI. La SADC a adopté un protocole pour la STI en 2008 et la CAE a créé la Commission de la CAE sur la STI en 2015. Mugabe (2011) examine le contenu ou les dispositions relatives à la STI dans les traités établissant les CER africaines. Il conclut : "Les traités économiques et commerciaux régionaux africains reconnaissent l'importance de la STI dans la promotion de l'intégration et du développement régionaux. L'intégration de ces considérations dans les accords régionaux s'appuie sur le fait que les économies des pays africains sont petites et incapables de mobiliser des ressources scientifiques et technologiques pour le développement. De nombreux pays sont mal dotés en ressources humaines, physiques et financières nécessaires pour développer et exploiter les connaissances et l'innovation au service du changement et de la croissance économiques. La coopération en matière de STI est donc nécessaire pour permettre à ces pays de mettre en commun et de partager leurs ressources limitées, telles que les infrastructures de R&D et les ressources humaines qualifiées".

Au niveau continental, les mesures de promotion de la STI figurent dans l'acte constitutif de l'Union africaine (UA) de 2000 et dans diverses initiatives de l'UA, de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et de l'Agence de l'UA pour le développement (AUDA)-NEPAD et d'autres organisations. L'article 13(i) de l'Acte constitutif de l'UA prévoit, entre autres, que le Conseil exécutif de l'UA coordonne les politiques dans les domaines de la science et de la technologie qui présentent un intérêt commun pour les États membres et prend des décisions à leur sujet. L'article 14(d) établit un comité spécialisé (c'est-à-dire le Comité de l'industrie, de la science et de la technologie, de l'énergie, des ressources naturelles et de l'environnement) pour traiter des questions de science et de technologie, entre autres. Les fonctions du comité comprennent la préparation de projets et de programmes de l'UA consacrés à la STI.

En 2014, les États membres de l'UA ont adopté la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA-2024) qui fournit des orientations politiques générales et des domaines prioritaires pour l'investissement dans la STI. STISA-2024 est le cadre politique et programmatique global avec des mesures stratégiques pour promouvoir la STI afin d'atteindre les aspirations de l'Afrique dans l'Agenda 2063 et les objectifs mondiaux de développement durable (ODDs). Sa mission est d'"accélérer la transition de l'Afrique vers une économie de la connaissance fondée sur l'innovation" en (a) "en améliorant l'état de préparation de l'Afrique en matière de STI en termes d'infrastructures, de compétences professionnelles et techniques et de capacités entrepreneuriales" ; et "en mettant en œuvre

des politiques et des programmes spécifiques en matière de science, de technologie et d'innovation qui répondent aux besoins de la société d'une manière globale et durable". La stratégie articule six priorités et des objectifs spécifiques interdépendants.

Les progrès dans la mise en œuvre de STISA-2024 et des cadres politiques nationaux de STI connexes sont généralement lents. Cela se manifeste par les quelques initiatives programmatiques consacrées à la stratégie, les faibles niveaux d'investissement dans les STI (la plupart des pays africains n'ont pas atteint le 1% du PIB de dépenses brutes de R&D), les progrès relativement lents dans la mise en place du Fonds africain pour la science, la technologie et l'innovation et le lancement de programmes tels que ceux visant à mettre en œuvre le plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique. La contribution de l'Afrique au réservoir mondial de connaissances et d'innovations scientifiques est relativement faible. Les efforts déployés pour mettre en œuvre efficacement la stratégie sont limités par les faibles niveaux de connaissance et d'information sur le programme STISA-2024, les faibles niveaux d'alphabétisation en matière de politiques, la faible capacité d'analyse des politiques en matière de STI, l'insuffisance du suivi, de l'évaluation et de la responsabilisation, et l'insuffisance des budgets pour la mise en œuvre du programme STISA-2024 aux niveaux national, régional et continental.

En réponse à la demande des États membres de l'UA d'aider à renforcer les capacités pour accélérer la mise en œuvre de STISA-2024, et de stimuler les efforts pour tirer parti des STI afin de relever les défis contemporains tels que la pandémie COVID-19, la CEA et la Commission de l'UA (CUA) développent un cours de formation virtuel sur les STI pour le développement de l'Afrique. Ce cours est conçu pour développer et mobiliser les compétences nécessaires à l'analyse, la formulation, le suivi, l'évaluation et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets pour la mise en œuvre de STISA-2024 et des priorités nationales et régionales connexes en Afrique. Le cours intitulé "Accélérer la mise en œuvre de la "Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique 2024 (STISA-2024) dans le cadre de la pandémie COVID-19" sera proposé aux hauts et moyens fonctionnaires des gouvernements et des agences intergouvernementales. Des représentants d'académies scientifiques et d'organismes de financement nationaux et régionaux, et si possible des représentants de groupes de la société civile et du secteur privé soigneusement sélectionnés, pourront être inclus dans le cours ou pourront y participer.

## *OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE*

---

Le cours de formation proposé est conçu en partant du principe (ou en s'appuyant sur le principe) que l'alphabétisation et les compétences analytiques en matière de politique STI sont peu ou très peu répandues en Afrique. Les décideurs de nombreux pays africains n'ont pas une compréhension adéquate de STISA-2024 et manquent de compétences (ainsi que de ressources informationnelles) pour concevoir, analyser et mettre en œuvre des politiques de STI et des programmes connexes afin d'atteindre les priorités définies dans la stratégie. Les objectifs spécifiques du cours de formation sont les suivants

- a) Permettre aux décideurs de mieux comprendre le programme STISA-2024, ses origines historiques, sa raison d'être et ses objectifs, ainsi que les moyens de le mettre en œuvre au niveau national afin de stimuler la transformation socio-économique et d'avoir un impact sur celle-ci ;
- b) Améliorer les connaissances et les compétences des décideurs en matière d'approches méthodologiques pour l'élaboration, l'examen, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de STI et des impacts des STI pour le développement durable aux niveaux local, sectoriel et national ;
- c) fournir aux décideurs des outils conceptuels ou des cadres analytiques pertinents pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies en matière de STI.
- d) Exposer les décideurs africains aux meilleures pratiques internationales en matière de conception et de gouvernance des politiques de STI.

Le cours sera conçu et dispensé de manière interactive et participative. En utilisant des approches de co-production, les participants alimenteront et évalueront les modules, les thèmes et les modalités de prestation. Par exemple, les participants potentiels sélectionnés seront invités à commenter les thèmes

et certains pourront se voir poser des questions spécifiques (par courrier électronique ou par téléphone) sur les besoins de leur pays et/ou les capacités institutionnelles en matière de politique STI, ainsi que sur les priorités et les besoins dans la mise en œuvre de STISA-2024.

Le cours sera dispensé par le biais de sessions interactives en ligne comprenant des conférences virtuelles (par exemple Blackboard/BBC ou Webinar), des discussions ciblées en petits groupes et un séminaire final sur l'accélération de la mise en œuvre de STISA-2024. Avant les conférences en ligne, les participants devront lire la littérature recommandée (y compris STISA-2024 et les décisions connexes de l'UA ainsi que des documents soigneusement sélectionnés sur la STI en Afrique) et préparer un résumé de 1 000 mots sur les questions et les problèmes émergents.

## *CONTENU ET STRUCTURE*

Cette formation se concentrera sur trois thèmes clés de priorité politique pour les gouvernements africains :

- ❖ **Module 1 : Aperçu des théories et des concepts**
  - Concepts clés et définitions de la STI, de la politique STI et du développement durable
  - Le processus d'élaboration des politiques en matière de STI et l'économie politique de l'élaboration des politiques en matière de STI
  - les instruments de la politique STI (par exemple, l'évaluation technologique, les prévisions, les feuilles de route, les exercices de cartographie)
  - Cadres : Mode 1 : Recherche et développement (R&D), systèmes nationaux d'innovation (SNI) et politique d'innovation transformatrice (PIT)
- ❖ **Module 2 : Aperçu de l'Agenda 2063 pour l'Afrique et des ODDs des Nations unies/du monde**
  - 2.1 Agenda 2063 : Historique, aspirations et programmes
  - 2.2 Les ODDs : historique, objectifs et cibles
  - 2.3 La STI dans l'Agenda 2063 et les ODDs : Cartographie des liens
- ❖ **Module 3 : STISA 2024-Contenu, contexte et mise en œuvre**
  - Origines historiques
  - Justification, portée et objectifs
  - Domaines et questions prioritaires
  - Objectifs politiques et perspectives programmatiques
  - Stratégie de mise en œuvre et questions d'économie politique
  - Cartographie des initiatives nationales, régionales et continentales en matière d'IST
  - Analyse SWOT de la mise en œuvre de STISA-2024
- ❖ **Module 4 : Concevoir et gérer des cadres nationaux pour la domestication des IST**
  - 4.1 Concevoir et aligner les cadres politiques et les stratégies nationales en matière de STI
  - 4.2 Indicateurs et étalonnage des STI pour l'Agenda 2063 et les ODDs
  - 4.3 Outils de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEA)
  - 4.4 Bonnes pratiques internationales en matière de conception et de gouvernance des politiques STI
- ❖ **Module 5 : Séminaire et évaluation du cours**
  - 5.1 Présentation des documents d'analyse politique par les participants
  - 5.2 Évaluation individuelle en ligne du cours

## *METHODOLOGIE*

Ce cours sera dispensé du 21 Avril au 26 Mai 2021. Les participants sont en mesure d'évaluer eux-mêmes leur compréhension du matériel d'apprentissage grâce à des quiz et des exercices intégrés. Des

ressources supplémentaires, y compris des lectures suggérées, sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur un thème du cours. Le cours sera dispensé en anglais et en français. L'équipe pédagogique, composée d'un directeur de cours et du tuteur, fournira une assistance quotidienne en ligne aux participants aux heures prévues. Une connexion Internet est nécessaire pour interagir avec le directeur du cours et le tuteur.

Le cours se déroulera sur une sept semaines. La septième semaine sera consacrée à une évaluation finale ou à un examen qui permettra d'évaluer les connaissances des participants. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Internet et des lectures facultatives sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet du cours.

## *PUBLIC CIBLE*

---

Le cours s'adresse aux décideurs sur la méthodologie de développement, d'examen, de mise en œuvre et de suivi des performances en matière de STI au niveau local, sectoriel et national.

## *INFORMATIONS ADDITIONNELLES*

---

### *Admission au Cours*

Les candidats intéressés au cours devraient avoir, au minimum, un diplôme de Licence de préférence pour les cours relatifs à la finance ou à l'économie. En outre, deux années d'expérience professionnelle seront nécessaires. Les candidatures féminines sont également vivement encouragées.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants seront acceptés au cours sur une base de roulement et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les dossiers de candidature sont à remplir exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP à l'adresse <https://www.unidep.org/?apply>

### *Certificat*

Un certificat sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui réussiront aux auto-évaluations relatives aux cours présentés pour chaque module.

### *Les prérequis techniques*

L'accès à Internet est une condition essentielle pour la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciels, sont nécessaires pour suivre cette formation en ligne, veuillez consulter votre administrateur réseau ou la personne responsable du Système Informatique afin de vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Plateforme: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 ou Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 MB de RAM, 1 GB d'espace de disque libre
- Logiciels:
  - Adobe Acrobat Reader, Adobe Flash Player
  - Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
  - Navigateur: Internet Explorer 7 ou supérieur ou Firefox 36 ou supérieur
- Modem: 56 K
- Veuillez noter que JavaScript, les Cookies et les Pop-ups doivent être activés

## *CONTACTS*

---

Division E-learning et Gestion du Savoir  
Tél: +221 33 829 55 00  
Fax: +221 33 822 29 64  
Email : [elarning@unidep.org](mailto:elarning@unidep.org)